

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TECHNIQUES SURFACES EW

7 Rue Robert Minder
67310 Wasselonne

Code AIOT : 0006702681

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement TECHNIQUES SURFACES EW implanté 7 Rue Robert Minder - 67310 Wasselonne.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à l'incendie du 16 juillet 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TECHNIQUES SURFACES EW
- 7 Rue Robert Minder - 67310 Wasselonne
- Code AIOT : 0006702681
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Technique Surfaces EW exploite des installations de traitement de surface.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accident-Incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis un rapport d'incident concernant l'incendie du 16 juillet 2025. L'inspection est avertie par l'astreinte de la préfecture d'un incendie maîtrisé sur le site à 04H11.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accident-Incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thèmes : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection est avertie par l'astreinte de la préfecture d'un incendie maîtrisé sur le site à 04H11, le 16 juillet 2025. Il a eu lieu sur la ligne de bain de sels. Celle-ci permet le traitement de pièces aciers. Elle est organisée chronologiquement de cette façon : <ul style="list-style-type: none">• les pièces acier sont conditionnées dans un casier ;• elles sont dégraissées au soltène. C'est un solvant contenant du tétrachloroéthylène ;• elles sont préchauffées par air pulsé ;• elles sont trempées dans un bain de nitruration porté à 580 °C. Le produit utilisé est le CR 8.1 ;• les pièces passent en oxydation. Elles sont trempées dans un bain d'un liquide à base de soude (nommé OXGR) maintenue à 430 °C. Le produit fige dès qu'il n'est plus chauffé.• l'oxydation est arrêtée par rinçage/trempe dans de l'eau ;• les pièces sont rincées par une eau à température ambiante ;• les pièces passent en étuve (chauffage par air pulsé).• Les pièces sont trempées dans l'huile soluble. Toutes ces opérations sont effectuées sur une ligne unique. Toute la ligne est située au-dessus d'une fosse faisant rétention. Elle est cloisonnée par des séparateurs pour que chaque opération possède sa propre rétention et éviter le mélange de produits. L'inspection s'est présentée sur site le jour de l'incident. L'incendie a eu lieu au niveau de l'oxydation. Lors du passage dans la ligne de bain de sels, le casier s'est fendu au moment de

l'oxydation vers 03H00 le 16 juillet 2025. Les pièces sont tombées d'une certaine hauteur dans le bain faisant déborder celui-ci avec 2 conséquences :

- l'OXGR a coulé dans la rétention. Celle-ci comporte le câblage électrique permettant d'alimenter la résistance chauffant le bain. L'OXGR chaud a fondu les gaines plastiques de câbles dégageant de la fumée ;
- l'OXGR a été projeté hors du bac :
 - sur les grilles recouvrant la rétention et mis en place pour permettre de circuler au niveau de la ligne ;
 - hors de la rétention où le produit s'est figé car non chauffé. L'inspection constate la présence de croûtes solides d'OXGR à proximité immédiate de la rétention.

Immédiatement après le dégagement de fumée, l'exploitant a mis en œuvre plusieurs actions :

- arrêt du courant électrique par l'exploitant du réseau de distribution d'électricité ;
- appel des pompiers dont la cellule chimique du SIS 67.

Les pompiers sont venus très rapidement sur site. 3 employés, présents à proximité de la ligne, ont été envoyés aux urgences pour contrôle. Leur test toxicologique est négatif. Ils ont pu reprendre le travail le lendemain.

Il n'y a pas eu d'arrosage. La fumée s'est vite dissipée. La cellule chimique a évalué la toxicité des fumées. Il faut préciser que les 1eres habitations sont à environ 100 m au sud du site. Elle n'a pas émis d'alerte à ce sujet.

La pollution s'est limitée aux abords immédiats de la rétention.

Le SIS 67 a informé à 03H55 le 16 juillet 2025 l'astreinte de la préfecture que l'incendie est maîtrisé.

L'exploitant a transmis une analyse d'incident 16 décembre 2025. En complément des éléments cités au-dessus, il précise que :

- les pompiers ont informé la gendarmerie, qui est venue sur site ;
- l'impact environnemental :
 - que tous les résidus figés ont été évacués le 17 juillet 2025 dans la filière traditionnelle pour ces déchets pour y être traités. Aucune pollution de sels d'oxydation n'est constatée ;
 - les fumées ont été temporaires.
 - aucun produit extincteur ou eau n'a été utilisé durant l'incident étant donné les risques sécurité générés par les fours à proximité. Par conséquent, aucun élément de gestion incendie n'a engendré de pollution.

Il conclut que « *L'ensemble des éléments en place sur site a permis de répondre à cet incident sans impact environnemental* ».

Type de suite proposée : Sans suite
